

Juillet 2005

Les enjeux liés au G8 pour "2005 : plus d'excuses !"

Du 6 au 8 juillet, les chefs d'Etat des huit pays les plus riches de la planète, qui représentent 15% de la population mondiale, se retrouvent à Gleneagles (Ecosse) pour prendre des décisions qui vont affecter la vie de 3 milliards de personnes, la moitié de l'humanité, qui vit avec moins de 2 dollars par jour.

Ils n'ont reçu aucun mandat pour cela. En même temps, les pays du G8 ont un poids économique, financier et militaire prépondérant qui leur confère un pouvoir et une responsabilité particulière pour mettre l'économie mondiale au service des plus pauvres.

L'agenda officiel du G8 portera principalement sur l'Afrique et le changement climatique.

Au sujet de l'Afrique, la Commission Blair pour l'Afrique a adopté un rapport portant principalement sur :

- l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des Etats africain
- l'instauration de la paix dans le continent
- la création d'opportunités en matière de santé et d'éducation
- la création d'opportunités pour la croissance
- l'augmentation des ressources dédiées à l'Afrique par une amélioration quantitative et qualitative de l'aide au développement et l'annulation de dettes

En matière de changement climatique, l'agenda du G8 se borne à trouver un accord sur les menaces que pose les menaces climatiques, obtenir un consensus pour concevoir des actions communes et engager les pays émergents comme la Chine et l'Inde à se plier aux conventions environnementales en la matière...

Alors que comme l'ensemble de la communauté internationale, le G8 s'est engagé il y a cinq ans à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, selon notre coalition, il a aujourd'hui le devoir de prendre des mesures à la hauteur de l'enjeu et non des "mesurettes" :

- **Abolir la dette des pays du Sud** Les mesures d'annulation annoncées mi-juin par le G8 pour 18 pays très pauvres sont loin d'être suffisantes : elles ne portent que sur une partie de la dette de ces pays, trop peu de pays sont concernés (plus de 60 pays n'ont aucune chance d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement sans une annulation totale) et elles ne marquent pas de rupture avec l'imposition aux pays pauvres du modèle néo-libéral (fut-ce affublé du vocable « bonne gouvernance »). Au-delà de l'annulation, il s'agit de mettre fin à un système injuste de domination des pays du Sud par leurs créanciers, par un audit de la dette actuelle pour établir les responsabilités et par la mise en place d'un droit international de la dette.

- **Mobiliser des ressources pour financer le développement** Les pays riches se sont engagés, il y a 35 ans, à consacrer une petite fraction (0,7%) de leur richesse à l'aide au développement des pays pauvres. Alors que cet objectif aurait dû être atteint en 1980, ces pays n'en sont qu'à 0,25%. A Gleneagles, les leaders du G8 doivent s'engager à respecter cet engagement historique d'ici 2010. Dès aujourd'hui, ils doivent apporter leur part des 50 milliards de dollars par an qui manquent, selon les Nations Unies, pour atteindre les OMD. Autrement dit, moins d'un dollar par semaine et par habitant des pays riches pour permettre à plus de 300 millions d'êtres humains de sortir de la grande pauvreté d'ici 2015 et éviter à 230 millions d'enfants de mourir avant l'âge de 5 ans faute de soins et d'une alimentation décente. Par ailleurs, ils devront s'engager à poser les premières pierres d'une fiscalité internationale, qu'elle porte dans un premier temps sur les transactions financières ou le transport aérien.

- **Réguler les marchés commerciaux au service des plus pauvres** Le commerce peut contribuer à l'émergence des pays en développement. Mais pas partout, ni à n'importe quelles conditions. Ni George W. Bush, qui avouait récemment ne pas envisager aider les pays qui n'auraient pas ouvert

complètement leurs marchés, ni l'Union européenne, pour laquelle « la libéralisation du commerce devrait être le moyen pour réduire la pauvreté », ne semblent l'avoir compris. A Gleneagles, il est temps que le G8 s'accorde pour cesser d'imposer la libéralisation effrénée du commerce aux pays pauvres, en particulier dans le domaine agricole et celui des services. Ils devront cesser également leurs pratiques de dumping vis-à-vis des pays du Sud, leur permettre de protéger leurs marchés d'une concurrence insoutenable et favoriser la régulation des marchés et la remontée des prix agricoles. Enfin, le droit à la santé doit primer sur le droit de propriété intellectuelle, en particulier concernant la production de génériques pour les malades du sida.

- Cesser le scandale des paradis fiscaux Ce sujet ne sera sans doute pas abordé par l'hôte de ce G8, Tony Blair, qui se pose pourtant en défenseur de l'Afrique et des plus pauvres. On le comprend, c'est un sujet explosif outre-Manche : la moitié des paradis fiscaux et judiciaires de la planète, par lesquels transite la moitié des flux financiers chaque année, dépendent de la couronne britannique ! Pourtant, le G8 fait preuve d'une certaine hypocrisie en donnant des leçons de lutte contre la corruption aux pays pauvres tout en maintenant en place un système off-shore qui encourage la corruption et la criminalité, tant au Nord qu'au Sud. Le coût des paradis fiscaux et judiciaires, qui exacerbent la course au moins-disant fiscal et au secret bancaire, est estimé à plus de 70 milliards de dollars par an pour les pays du Sud (plus qu'il n'en faudrait pour financer la réalisation des objectifs du Millénaire).